

2012

Le monde après

Ricardo Lagos

Le Global Leadership for Climate Action (GLCA) a énoncé, dans une feuille de route, les mesures que l'on pourrait prendre pour combattre les changements climatiques.

Dans son rapport, le Global Leadership for Climate Action (GLCA) énonce quatre points essentiels qu'il faut aborder pour combattre les changements climatiques :

- ❶ La distinction entre pays développés et en développement n'est plus valable : il existe des pays développés, des pays en développement rapide et les pays les moins avancés ;
- ❷ Mettre un prix sur le carbone, de préférence en le taxant ;
- ❸ Encourager une révolution technologique mondiale ;
- ❹ Financer la technologie, le développement, l'atténuation et l'adaptation.

post-2012, il faudrait que les Parties conviennent de quatre axes de négociation : atténuation, adaptation, technologie et financement.

En premier lieu, cependant, il faut convenir d'un objectif global à long terme. Nous avons suggéré que tous les pays s'engagent à réduire collectivement les émissions mondiales d'au moins 60% d'ici à 2050. Cet objectif est plus ambitieux que celui de 50% avancé par le Canada, l'Union européenne et le Japon.

Les pays développés s'engageraient à réduire leurs émissions collectives de 30% d'ici à 2020, tandis que les pays qui s'industrialisent rapidement réduiraient initialement leur intensité énergétique de 30% d'ici à 2020 (soit 4% par an en moyenne) avant d'accepter des objectifs de réduction des émissions. La réduction de l'intensité énergétique modérerait la croissance des émissions tout en permettant aux pays qui s'industrialisent de continuer à s'orienter vers un développement durable. La Chine s'est fixé comme objectif de réduire sa consommation d'énergie par unité de PIB de 20% entre 2006 et 2010, ce qui correspond, en moyenne, à 4% par an. D'autres pays en développement s'engageraient à réduire leur intensité énergétique en fonction de leurs responsabilités et de leurs capacités.

Notre feuille de route, enfin, considère que toutes les sources d'émission et tous les puits de carbone font partie de la solution et doivent être pris en compte dans un futur accord. Comme l'indique le Rapport Stern, « il faut impérativement, si l'on veut combattre les changements climatiques, fixer un prix du carbone par la taxation, la négociation ou la réglementation. » [En 2006, Nicholas Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, a rédigé pour le gouvernement britannique un rapport sur l'économie des changements climatiques]. Le mécanisme privilégié est un système de taxation universelle et harmonisée du carbone.



Tim Wirth (à gauche), ancien Sénateur des États-Unis et Président de la Fondation pour les Nations Unies, et Ricardo Lagos (à droite), Président du Club de Madrid.

Compte tenu de la réponse à apporter, le GLCA recommande d'adopter, pour l'après-2012, un accord complet à long terme sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Cela adressera un signal clair au marché et permettra aux pays de mettre en œuvre les stratégies de réduction des émissions qui leur conviennent le mieux. Outre la fixation d'un délai de négociation d'un accord complet

La taxation du carbone pourrait réduire les émissions et générer des ressources qui pourraient être utilisées pour mettre au point des sources d'énergie propres et pour s'adapter aux changements climatiques. Elle est relativement facile à mettre en œuvre et est économiquement efficace.

Les programmes d'échange de droits d'émission sont généralement bien accueillis par les industriels, car ils aident à respecter les objectifs à moindre coût. Dans ce cas, il faudrait vendre les droits d'émettre aux enchères pour générer des revenus qui peuvent être utilisés à d'autres fins.

Les pauvres des pays en développement sont les plus vulnérables et les moins à même de s'adapter. Pour réduire le coût de l'adaptation, il faut d'abord prendre des mesures d'atténuation; sans elles, certains pays ne pourront pas s'adapter.

L'adaptation doit s'ancrer dans des stratégies de réduction de la pauvreté. Pour financer ces activités, nous recommandons de créer un fonds pour le climat.

L'aide publique au développement traditionnelle a également un rôle à jouer car les changements climatiques vont frustrer les efforts de développement et d'atténuation de la pauvreté, et amplifier les migrations en provenance de régions inondées ou privées d'eau ou de nourriture. Nous préconisons d'accroître cette aide pour financer les mesures d'adaptation.

Pour s'adapter, il faut également de nouvelles techniques. Les futurs systèmes de culture, par exemple, vont devoir mieux résister à divers stress pour faire face aux conséquences directes et indirectes des changements climatiques. De nouveaux centres vont devoir être créés pour faciliter l'adaptation agricole des pays en développement, en particulier par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) en Afrique.

Si, pour produire de l'énergie, le monde poursuit sur la voie actuelle dominée par les combustibles fossiles, en 2050, les émissions correspondantes de CO₂ atteindront deux fois et demie leur niveau actuel. Pleinement commercialisées, les techniques propres qui existent peuvent aider à stabiliser les émissions. Pour réduire, cependant, les émissions mondiales d'au moins 60% à un coût acceptable, il faudra opérer une révolution technologique semblable à celles de l'espace et des télécommunications.

Au cours des deux dernières décennies, malheureusement, les investissements dans la recherche énergétique – publique ou privée – ont diminué. Nous recommandons de doubler le montant global des

fonds publics alloués à la recherche énergétique pour le porter à environ 20 milliards de dollars par an. C'est ce que recommande le Rapport Stern.

La création d'un Groupe consultatif sur la recherche dans les énergies propres (GCREP) conformément à la suggestion du Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux pourrait faciliter la collaboration internationale aux fins de la mise au point d'une nouvelle génération de techniques plus propres, plus efficaces et plus économiques et d'un échange d'informations correspondant.

Il importe que tous les pays puissent disposer aussi largement que possible de techniques propres de production d'énergie. Il pourra être utile de réaliser

L'essentiel, c'est l'impulsion

Le Global Leadership for Climate Action (GLCA) est un projet conjoint du Club de Madrid et de la Fondation pour les Nations Unies. Cette audacieuse expérience vise à mobiliser les volontés politiques et à offrir une vision pour les négociations internationales.

Le Groupe compte 25 membres – 13 anciens chefs d'État ou de gouvernement et 12 dirigeants ou anciens dirigeants d'entreprises, d'organisations de la société civile ou d'organisations intergouvernementales. Il bénéficie également des services de sept éminents conseillers de pays en développement et de pays développés.

Le GLCA est co-présidé par Tim Wirth, ancien Sénateur des États-Unis et Président de la Fondation pour les Nations Unies, et Ricardo Lagos, Président du Club de Madrid.

Le Club de Madrid est une organisation indépendante qui a pour vocation de renforcer la démocratie dans le monde en mettant à profit l'expérience et les moyens uniques de ses membres.

des études et de démontrer des techniques dans le sud. Un GCREP pourra appuyer ces études et payer les licences ou les brevets requis pour mettre en œuvre des techniques plus propres dans le sud.

Les sources de financement existantes – Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et banques de développement multilatérales, par exemple – sont trop modestes pour fournir l'assistance requise. Il faut les renforcer et accroître leurs moyens.

Pour combattre efficacement le risque de changement climatique, il faut, selon le Rapport Stern, y consacrer environ 1% du produit mondial brut annuel. Une partie de cet investissement sera redirigée des flux existants et d'autres fonds s'y ajouteront. Des fonds vont être nécessaires pour aider davantage les pays en développement à accroître leur efficacité énergétique et à adopter des méthodes de production d'énergie plus propres, et pour éviter la déforestation. D'autres vont également être nécessaires pour rendre plus écologique la production d'électricité, pour faciliter l'adaptation et pour

Une énergie pour le dével

Nous vivons dans un siècle de possibilités sans précédent qui, bien gérées, peuvent nous permettre de développer l'offre de biens courants. Selon nous, membres du Club de Madrid, ces biens incluent le droit à un air et à une eau propres, à l'instruction, à la santé, au logement et à l'alimentation, ainsi que le droit de participer à la vie publique. De ce point de vue, l'énergie est la force vitale de toutes nos sociétés ; elle est inextricablement liée à notre humanité commune.

La façon, cependant, dont le monde consomme actuellement l'énergie n'est pas viable. Il faut, si l'on veut combattre la pauvreté, atténuer les conflits, protéger l'environnement et créer des débouchés économiques, gérer cette précieuse ressource, quelle que soit sa forme, de façon différente. Si l'on ne met pas en œuvre de nouvelles politiques, en 2030, d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), 1,4 milliard de personnes seront toujours privées d'électricité. Il faut donc rompre le statu quo. C'est là une entreprise colossale, qu'il va falloir poursuivre pendant des décennies.

Le système énergétique mondial étant fondamentalement interdépendant, tous les pays sont responsables de sa gestion. Face à la demande croissante d'énergie que suscite le développement économique, en particulier de pays émergents tels que la Chine et l'Inde, et à la concentration de l'offre dans une dizaine de pays essentiellement non démocratiques, les pays cherchent à diversifier leurs approvisionnements. Quoi qu'il en soit, nous allons continuer de dépendre des combustibles fossiles quelque temps encore. Ces combustibles, de plus en plus onéreux, sont à l'origine d'un massif transfert de fonds des pays consommateurs

vers les pays producteurs. Plus important encore : en continuant de consommer les ressources non renouvelables au rythme actuel, nous allons droit à la catastrophe écologique.

Dans ces conditions, il faut que les dirigeants engagent sans attendre des réformes qui encouragent l'efficacité énergétique et la mise au point de nouvelles techniques de captage et de séquestration du carbone. Il faut aussi développer bien davantage l'étude et l'application de sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité et la géothermie. En ce qui concerne les biocarburants, les dirigeants doivent faire montre de prudence face à la grande diversité des solutions économiquement et écologiquement viables, ainsi qu'au risque de perturber l'offre d'aliments et d'élever le prix de produits de base.

Vu l'interdépendance de notre système énergétique, présent et futur, il faut également que les dirigeants cherchent, au-delà des intérêts nationaux à court terme, des solutions fondées sur le dialogue, la coopération, la conclusion d'accords régionaux et internationaux et, au besoin, l'intégration des infrastructures. Le contrôle croissant que les États exercent sur l'offre crée une nouvelle dynamique de pouvoir que certains gouvernements utilisent pour faire pression sur leurs voisins et réprimer les velléités démocratiques aussi bien chez eux qu'à l'extérieur. Il existe également un problème récurrent de corruption et de détournement d'actifs publics au profit d'entités privées. Cet abus du contrôle de l'énergie par l'État est inacceptable.

intensifier la recherche et la mise en application de ses produits dans tous les pays.

Entre 1996 et 2005, les flux financiers publics nets moyens (y compris les prêts) provenant des pays développés se sont élevés à 58 milliards de dollars par an, soit environ 0,23% du PIB, 7 milliards environ allant à l'énergie.

Nous recommandons de créer un fonds pour le climat et estimons qu'il faudra, chaque année, environ 50 milliards de dollars pour financer, dans les pays en développement, des activités d'appui à un accord global sur les changements climatiques. Dans un premier temps, ce financement pourrait être d'environ 10 milliards de dollars par an. Le

Mécanisme pour un développement propre (MDP) a rencontré des obstacles administratifs et techniques. Les premiers projets se sont limités à quelques pays et types de rejet, se sont heurtés à la bureaucratie et ont peu contribué au développement durable. Ces faiblesses tiennent au fait que par sa vocation, le MDP est un instrument fondé sur des projets. Récemment, cependant, le Conseil exécutif a accepté qu'on y inclue des « programmes d'activités ».

Pour promouvoir la réforme, appuyer le progrès technologique et stimuler l'investissement à une échelle qui favorise véritablement la transformation, un mécanisme de marché supplémentaire doit adopter une démarche sectorielle.

oppeement

Pour résoudre ces problèmes, il faudrait que la communauté internationale et les dirigeants nationaux redoublent d'efforts afin d'accroître la transparence et la responsabilité du secteur énergétique. En favorisant une utilisation appropriée des recettes provenant de l'énergie et en accroissant l'aide au développement, on aiderait les pays à atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015. Des projets tels que l'Initiative pour la transparence des industries extractives méritent qu'on les appuie et devraient être étendus à des secteurs autres que le pétrole et le gaz. Une gestion démocratique des affaires publiques fondée sur la primauté du droit attirera naturellement les précieux investissements d'acteurs nationaux et étrangers et stabilisera les marchés de l'énergie. Il faut que les gouvernements concilient les intérêts concurrents de l'énergie et de l'environnement pour assurer, dans le cadre d'une stratégie unifiée, la sécurité de la première et la protection du second.

Il faut aussi impérativement aider, par des moyens humains et techniques, les pays riches en ressources d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie à développer l'offre de services énergétiques, en particulier aux pauvres. Cette offre devra inclure l'utilisation domestique de l'énergie solaire dans les villages.

Aux niveaux régional et international, il faut d'urgence réformer la gouvernance de l'énergie. Il importe de libéraliser les marchés, mais cela ne suffira ni à assurer un approvisionnement suffisant en pétrole et en gaz, ni à combattre les changements climatiques dans les années à venir. Pour dresser une feuille de route qui permette de prédire l'offre

et la demande d'énergie, il faut renforcer les relations producteurs/consommateurs, que ce soit par des voies existantes telles que le Forum international de l'énergie ou par la mise en place de nouveaux mécanismes. Il faudrait, de façon plus large, mettre au point un «programme d'énergie pour le développement» assorti de points de référence nationaux, régionaux et mondiaux. Nous invitons également l'AIE à nouer des liens bien plus solides avec les nouveaux centres de demande d'énergie que sont la Chine et l'Inde.

Comme l'indique notre projet de Cadre pour un accord post-2012 sur les changements climatiques, la priorité absolue de la communauté internationale doit être d'élaborer un accord réglementant les émissions de gaz à effet de serre. Sans un accord global qui place un prix sur le carbone, nous tromperons notre propre attente et celle des générations à venir.

Comme nous l'avons conclu l'an dernier, les réalités actuelles de l'énergie et du climat nous obligent à admettre que l'humanité a atteint un point critique. Ce qui justifie de créer une nouvelle vision de l'énergie pour la survie de notre planète, c'est la volonté de promouvoir la démocratie. Le Club de Madrid continuera de consacrer son temps et ses moyens à la réalisation de cet objectif fondamental.

Le présent article s'inspire de la déclaration finale de la sixième Assemblée générale du Club de Madrid, tenue en novembre 2007.

Avec son calendrier limité, sa faible participation et son suivi insuffisant, le Protocole de Kyoto n'a jamais été considéré comme une solution au problème climatique. Il se voulait une première étape. Pour mettre au point un accord plus complet et inclusif, il nous faut exploiter l'expérience acquise dans ce premier cadre, en particulier pour ce qui est de l'échange de droits d'émission.

Pour relever les défis croisés de l'énergie et du climat, il nous faut, par dessus tout, instaurer entre les pays de tous niveaux de développement une nouvelle confiance et une coopération équitable passant par de nouvelles modalités.

Nous devons également nous inspirer des villes, des États, des communautés, des entreprises et des individus qui ont volontairement pris d'importantes mesures pour combattre les changements climatiques. Ils ont montré qu'une action déterminée ouvre, par la mise au point et l'utilisation de sources d'énergie propres, d'importantes perspectives de croissance et de création d'emplois. ☸

Ricardo Lagos est Président du Club de Madrid (www.clubmadrid.org) et Co-Président du GLCA. Le présent article s'inspire d'un discours prononcé au Dialogue G-8+5 de Gleneagles sur les changements climatiques, tenu à Berlin en septembre 2007.